

# L'extrême droite, passager clandestin de l'« orthodoxie financière »

**Dominique Linhardt**

Chercheur au CNRS

**Cédric Moreau de Bellaing**

Maître de conférences à l'École normale supérieure

**D**irigé par l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE) Lucas Papademos, le nouveau gouvernement grec compte dans ses rangs, outre des membres des formations majoritaires de la gauche socialiste et de la droite conservatrice, deux ministres issus du parti Laïkos Orthodoxos Synagermos (LAOS) [Alerte populaire orthodoxe]. On ne peut qu'être frappé par le registre euphémique qui a servi à décrire ce retour de l'extrême droite aux affaires de l'Etat, lorsqu'il n'a pas tout simplement été ignoré. Le LAOS a en ligne de mire le scrutin national prévu en février 2012 et cherche dans le surplus de

légitimité que confère la participation gouvernementale, un tremplin pour renforcer sa position électorale. Que le calcul s'avère juste ou non, reconnaissons qu'il s'agit d'une stratégie de conquête du pouvoir.

Le président du parti annonçait au moment de sa création en 2000 que sa formation ne comportait pas de « communistes », de « francs-maçons », d'« homosexuels » et de « juifs ». Ce mélange de racisme et d'homophobie, de négationnisme et de conspirationnisme, on le retrouve aussi chez Adonis Georgiadis, le nouveau ministre adjoint au développement et à la marine marchande. Récemment, il a accusé le « peuple juif [de contrôler] le système bancaire mondial », en n'oubliant pas, au passage, d'assimiler les musulmans à des « déchets ».

Le scandale que représente l'entrée de l'extrême droite dans ce gouvernement se multiplie par l'accueil qui a été réservé au nouvel exécutif : il a été salué par la plupart des responsables et des commentateurs autorisés. C'est que le gouvernement Papademos montre patte blanche : il fait preuve de « sagesse », il adhère à la rigueur réclamée par l'UE, la BCE et le Fonds monétaire international, il « rassure les marchés ».

Sur le front de l'établissement de sa « crédibilité », le parti LAOS n'a pas été en reste. Dès le premier plan de sauvetage de la Grèce en mai 2010, le fondateur du LAOS, Geor-

ges Karatzaferis, a mis un zèle particulier à jouer le jeu du « réalisme ». La promesse de la poursuite brutale du démantèlement de l'Etat social et de la dégradation des conditions de vie des Grecs valait bien, après tout, que l'on tienne pour négligeable l'entrée de l'extrême droite au gouvernement.

Mais il est possible de tirer une conclusion plus générale de cette situation. Elle

**Le scandale que représente l'entrée de l'extrême droite dans le gouvernement grec se multiplie par l'accueil qui a été réservé au nouvel exécutif**

indique une profonde transformation de la légitimité politique : la conformation aux injonctions du réalisme financier en est le critère principal. Ce n'est certes pas la première fois dans l'histoire que des gouvernements se heurtent à des contraintes économiques et infléchissent leur politique. Mais la nouveauté réside en ce que l'appel au réalisme devient une position politique à part entière.

Si on les présente volontiers comme les

fruits abstraits du deus ex machina du marché, les contraintes financières sont portées comme un argument par des groupes et des organisations qui y trouvent leur compte. Nulle main invisible, nulle loi d'airain du marché, mais des mobilisations d'acteurs qui jouent la carte des contraintes du marché pour promouvoir des intérêts particuliers – ceux des banques et des multinationales, ceux des fonds de pension et des agences de notation, ceux des spéculateurs et des investisseurs.

La grande trouvaille est de laisser croire que cette politique n'en est pas une. Or, il est difficile de trouver plus politique que l'action actuelle des agences de notation. Non qu'elles prendraient directement part aux décisions politiques (encore qu'elles sachent repérer où, dans le spectre politique, se trouvent leurs intérêts). Le montage est plus subtil : sous les atours de l'objectivité et de la neutralité, elles alimentent ceux qui, dans le champ politique, jouent la carte du *one best way* (« une et une seule voie ») économique.

Le compteur de la dette publique (*debt clock*) est érigé en un instrument semblable au sismographe. Qui prétendrait contrôler les mouvements de l'écorce terrestre ? De la même manière, on ne pourrait que se soumettre aux mouvements de la finance mondiale. La supercherie réside dans la négation de la différence qui sépare

les phénomènes naturels des institutions sociales. Et jusqu'à preuve du contraire, les marchés et leurs mécanismes appartiennent aux secondes.

Les naturaliser, c'est accepter une altération du sens que la notion de politique a acquis avec l'avènement des démocraties modernes : la formulation d'une volonté souveraine portée par le peuple représenté. Et dans le même mouvement, c'est accepter les effets sociaux dévastateurs des politiques d'austérité.

Lorsque les représentants, en dépit de toutes les dénégations, deviennent les simples relais des contraintes économiques et financières, la démocratie se vide de sa substance. La perte de la faculté de juger du scandale de l'entrée dans le gouvernement d'un Etat européen d'acteurs politiques pour qui Auschwitz est un « mythe » en est plus qu'un signe : un corollaire. Le LAOS en profite, en passager clandestin des « forces du marché ».

L'ironie amère de cette situation est que la démocratisation de la société grecque, après la chute de la dictature des colonels (1967-1974), est allée de pair avec le projet d'adhésion à l'UE. Aujourd'hui qu'elle en fait partie, ce sont les dirigeants européens qui en viennent à saluer la formation d'un gouvernement comportant des représentants d'un parti qui cultive la nostalgie sordide de cette même dictature. ■

## Préoccupante afghanisation du Sahel Ce que démontrent les prises d'otages au Mali

**Serge Michailof**

Professeur à Sciences Po et consultant pour la Banque mondiale

**L'**enlèvement de deux de nos compatriotes jeudi 24 novembre, cette fois-ci au Mali, près de Mopti, fait suite à une série d'enlèvements de nos ressortissants survenus au Niger en septembre 2010 et en janvier 2011. Il souligne la dégradation de la sécurité dans ces régions, où les touristes et les ONG évoluaient il y a peu en toute tranquillité. Ces enlèvements signifient-ils que le nord du Sahel est en voie d'afghanisation, comme l'évoquait en 2010 le quotidien algérien *El Watan* ? Ou avons-nous affaire à une nouvelle forme de banditisme dans laquelle les ressortissants occidentaux seraient devenus un gibier hautement monnayable, tout comme les navires au large de la Somalie ?

Bamako où s'affirme aujourd'hui une nouvelle classe de jeunes entrepreneurs n'est certes pas Kaboul ; heureusement, aucun pays de la région ne joue le rôle déstabilisateur du Pakistan en Afghanistan. Mais ce parallèle avec l'Afghanistan ne doit pas être traité à la légère. Dans les deux cas, en effet, les carences de l'appareil d'Etat dans des régions où historiquement se manifestait de longue date un farouche irrédentisme ont provoqué l'apparition puis l'extension de zones grises où le pouvoir central ne peut pas exercer ses fonctions régaliennes. Dans les deux cas, l'extension des zones grises est accélérée par une crise malthusienne induite par l'écart croissant entre ressources et population. Dans les deux cas, face au chômage des jeunes et à l'absence d'alternatives, se développent tous les trafics.

En Afghanistan, la culture du pavot, extrêmement rentable, est la réponse logique à une crise agricole provoquée dans les vallées montagneuses, par la destruction des systèmes d'irrigation traditionnels. C'est là une conséquence de la « guerre des Soviétiques » puis du manque d'entretien et du désintérêt des donateurs.

Dans un contexte de très forte démographie, le retour du Pakistan de 4 millions d'émigrés a fait déborder le vase à partir de 2002. La reprise de contrôle par les talibans est d'abord le produit de l'absence totale d'Etat en zone rurale, c'est-à-dire de justice et de police. Elle répond aussi à la crise agricole et à la nécessité de protéger les activités liées au trafic de l'opium, seule solution pour sortir de la misère.

Alors, attention à ces zones subsahariennes. Déjà ces régions sont devenues au fil des sécheresses, faute d'Etat et faute d'alternatives économiques pour les jeunes, des zones de non-droit en proie à tous les trafics : cocaïne latino-américaine en transit pour l'Europe, comme l'a révélé l'affaire du Boeing détruit en 2009 sur une piste clandestine du Mali, faute d'avoir pu décoller après avoir livré sa cargaison ; trafic d'essence, de cigarettes et de biens de consommation pour profiter des différences de prix, de subventions et de tarifs douaniers entre l'Algérie et les pays voisins ; trafic de véhicules volés en Europe revendus dans tous les pays côtiers ; trafic de travailleurs migrants clandestins en route vers les pays du Golfe et l'Europe.

La guerre en Libye a fait refluer vers le Sahel des dizai-

nes de milliers de travailleurs désormais sans emploi et soupçonnés de collusion avec l'armée libyenne. Elle fait aussi refluer des armes en grand nombre. Or, au-delà de la frange subsaharienne particulièrement déshéritée, on peut aussi s'interroger sur la viabilité à terme de pays à très faible potentiel agricole comme le Niger, dont la population explose : 4 millions à l'indépendance en 1960, 16 millions aujourd'hui, 58 millions en 2050, selon les démographes.

Peu importe par conséquent qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), avatar du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien représente très peu de choses en termes militaires : peut-être une centaine de combattants dispersés et quelques centaines de sympathisants actifs ? Peu importe que les responsables des enlèvements de nos compatriotes soient des gangs mafieux agissant ou non pour le compte d'AQMI. Il s'agit de toute façon de brandons enflammés qui circulent au-dessus d'un tonneau de poudre !

Dans un tel contexte, retenons les enseignements que l'on peut retirer du désastre occidental en Afghanistan. En premier lieu, retenons que l'approche sécuritaire qui ne se fonde pas sur la reconstruction des institutions régaliennes nationales et sur la construction d'institutions de gouvernance locale démocratiques est vouée à l'échec.

**Peu importe que les responsables des enlèvements de nos compatriotes soient des gangs mafieux agissant ou non pour le compte d'AQMI**

En second lieu, que des programmes de développement massifs sont indispensables pour espérer stabiliser les régions proches des zones grises ; or de tels programmes sont d'autant plus difficiles à conduire que l'économie subsaharienne fondée sur un élevage transhumant et une petite agriculture d'oasis s'est largement effondrée, que les conditions naturelles sont difficiles, les solutions techniques parfois incertaines, et les populations dispersées sur de vastes territoires.

Pourtant difficile ne veut pas dire impossible. La recherche agronomique et les agences de développement qui étudient ces régions depuis un demi-siècle ont de multiples propositions dans leurs cartons pour relancer le développement agricole et pastoral des régions arides. Il est possible d'organiser un retour de l'eau par des aménagements fonciers fondés sur des terrasses, des reboisements, des aménagements de mares temporaires.

Une formation technique aux métiers de base du bâtiment et de la mécanique permettrait aux jeunes de ces régions, où de toute façon une forte émigration régionale est incontournable, d'échapper aux petits boulots dégradants de livreur d'eau ou de gardiens qu'ils exercent dans les villes du Sud. La France, dont l'expertise en matière de développement de ces régions est reconnue, pourrait utilement prendre le leadership des partenaires externes multilatéraux dont les financements sont indispensables en ce domaine. Encore faudrait-il qu'elle ait pour cela, comme les Britanniques en d'autres régions, une politique de coopération cohérente et des instruments financiers appropriés. Mais c'est là un autre sujet... ■

**Serge Michailof est l'auteur des « Apprentis sorciers du développement » (Economica, 1987) et de « Notre maison brûle au Sud » (Fayard, 2010)**

## Pour un nouveau modèle énergétique français Il faut un choix raisonnable

**Jean-Louis Bal**

Président du Syndicat des énergies renouvelables

**R**amener le débat énergétique à la seule question du nucléaire est très réducteur, alors que la question majeure est celle du mix énergétique et de ses impacts environnementaux et économiques.

Le débat actuel crispe les positions sur deux visions manichéennes : sortir en quelques années d'une filière nucléaire désormais vouée aux gémonies ou rester accroché *ad vitam aeternam* à un modèle monolithique du siècle passé.

Entre ces choix extrêmes, nous pourrions suivre des chemins médians plus crédibles, plus souhaitables, et permettant de conserver la possibilité de faire de vrais choix à l'horizon 2030. Mais pour rédiger une feuille de route ambitieuse et réaliste, encore faut-il revenir sur la longue liste des préjugés qui entourent les énergies renouvelables. Comme le nucléaire, les énergies renouvelables sont prisonnières d'une logique du tout ou rien nourrie par les intégristes des différentes chapelles. La réalité est plus complexe et se prête mal aux choix guidés par l'idéologie.

La réflexion sur notre avenir énergétique doit être précise et rationnelle. Les bénéfices attendus constituent le cahier des charges que le bouquet énergétique devra remplir. Nous devons donner la priorité à quatre préalables pour construire un mix énergétique performant :

1. Garantir un taux élevé d'indépendance énergétique et un haut niveau de sécurité d'approvisionnement.
2. Prémunir tous les consommateurs de fortes hausses de prix.
3. Préserver l'environnement par le développement de productions propres et sûres dont les risques sont maîtrisés.
4. Assurer la sûreté du système énergétique et garantir l'équilibre entre l'offre et la demande.

Les énergies renouvelables peuvent relever en partie ce défi, même si elles ne répondront pas seules, à court terme, à ces exigences, dans la mesure où :

1. Elles sont produites localement et peu sujettes à une quelconque tension géopolitique.
2. Leurs coûts diminuent avec leur développement et leur exploitation. C'est le principe des systèmes aux coûts d'investissement élevés et aux coûts d'exploitation fai-

bles. Elles suivent une courbe d'apprentissage inverse de celle des énergies conventionnelles dont le coût ne cesse d'augmenter.

3. Les énergies renouvelables ne produisent ni CO<sub>2</sub>, ni déchet. Leur réversibilité est avérée. Quoi de plus simple que de démonter un parc éolien ou solaire ?

4. Leur intermittence est gérable, selon le réseau de transport d'électricité, d'autant que des progrès dans le domaine du stockage et des réseaux intelligents sont déjà une réalité.

5. Les équipements domestiques utilisant une source de chaleur renouvelable, chauffage au bois, chauffage solaire ou pompe à chaleur performante diminuent, en hiver, l'appel de puissance et réduisent les importations d'électricité.

Ne considérons pas avec arrogance les pays qui ont déjà fait le choix de s'engager dans la voie des renouvelables, mais tirons-en des leçons des retours d'expérience. J'ajouterai que le développement d'un mix énergétique performant doit contribuer à la réindustrialisation de notre pays, à l'heure

**Comme le nucléaire, les renouvelables sont prisonnières d'une logique du tout ou rien nourrie par les intégristes des différentes chapelles**

où, quels que soient les choix énergétiques qui seront faits, nous devons investir dans le renouvellement des outils de production. Le décrochage industriel, souligné par Patrick Artus dans son dernier ouvrage, ne fait plus débat. Il est urgent de construire de nouvelles filières industrielles. Les énergies renouvelables nous offrent cette opportunité. Avec déjà 100 000 emplois, et des projections à 250 000 emplois en 2020, elles répondent à cet enjeu et entrent dans la catégorie des filières industrielles d'avenir. Ce sont des filières technologiques où PMI et grands groupes peuvent jouer un rôle majeur sur les produits haut de gamme.

Élevons le débat pour que nous puissions jouir des bénéfices de ces énergies. La guerre de religion à laquelle se livrent les pourfendeurs des renouvelables d'un côté et du nucléaire de l'autre ne permet ni de convaincre nos concitoyens ni d'arbitrer de façon sensée un choix de société qui nous engagera pour plusieurs décennies. Nous devons construire un nouveau modèle énergétique, basé sur une consommation rationnelle, dans une Europe exemplaire dans la préservation du climat. C'est autour de cet enjeu que le débat doit s'articuler. ■